

ESSAI D'ANALYSE A L'EMERGENCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE : VERS UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE A BUKAVU

MATITI LUKWESA Fidèle

Assistant de Deuxième Mandat, Secteur Scientifique, Institut Supérieur de Management, Bukavu, Sud Kivu, RD Congo

Copyright © 2018 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The present study is intended as a proposal for sustainable solutions to the problems that microfinance institutions are currently facing in their development, as effective tools for prudential management and smooth functioning in financial services for beneficiaries. The question that arises is the rapid acceleration of MFIs that open doors every day and face operational and managerial difficulties due to a lack of information on the evolution of financial statements, which is the major problem for the MFIs. efficiency in the administrative organization and financial management of microfinance institutions. At the end of our investigations, it appears that the 3 cooperatives are chargeable accumulated operating losses having made negative their own funds because of the charges; 54,4% related to the tax and tax for 19%.

KEYWORDS: economy, growth, sustainability micro finance development, control power.

RESUME: La présente étude se veut une proposition à des solutions durables aux problèmes que traversent actuellement les institutions de micro finance à leur développement, outils efficaces à la gestion prudentielle et au bon fonctionnement dans des services financiers auprès des bénéficiaires. La question qui se pose est l'accélération rapide des IMF qui ouvrent des portes chaque jour et se heurtent à des difficultés de fonctionnement et de gestion par manque d'informations à l'évolution des Etats financiers, ce qui constitue le problème majeur à l'efficacité dans l'organisation administrative et dans la gestion financière des institutions de micro finance. A l'issue de nos enquêtes, il ressort que les 3 coopératives sont imputables ont accumulés des pertes d'exploitation ayant rendu négatif leurs fonds propres à cause des charges; 54,4% liées à l'impôt et taxe pour 19%.

MOTS-CLEFS: économie, croissance, durabilité micro finance développement, pouvoir de contrôle.

1 INTRODUCTION

Pour mieux tirer profit du développement de la micro finance, la Banque centrale du Congo définit la politique nationale de micro finance, mise une assistance à la politique aux institutions du secteur financier (Rapport stratégie nationale de micro finance, 2008-2012).

La micro finance constitue ainsi un outil privilégié pour encourager l'initiative privée et l'esprit d'entrepreneuriat pour concrétiser les objectifs nationaux en matière de développement, création d'emploi et génération de revenu.

Mais la problématique majeure est l'accélération des IMF qui ouvrent des portes chaque jour et se heurtent à difficultés auxquelles la gestion et au bon fonctionnement sur le plan administratif, financier et à l'information dans l'évolution des Etats financiers (Rapport de la Banque central du Congo d'activités de ma micro finance, 2011).

S'inscrivant dans le cadre du document de croissance et de la réduction de la pauvreté qui stipule que les institutions de micro finance et association coopératives sont un outil véritable d'éradication de la pauvreté, raison est de pouvoir instaurer un pouvoir de contrôle, de surveillance à l'article de la loi n° 005/2002 du 07 mars relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque centrale du Congo (Rapport, 2011).

Dès lors, il nous semble important de poser la question de savoir pourquoi la plupart des IMF et coopératives tombent toujours en désuétude en matière de gestion, est – ce un manque d'expérience dans le chef de leur fonctionnement et gestion rationnelle ?

De ce constat la problématique débouche sur la question de fonds : laquelle permettra de guider notre réflexion tout au long de cette étude. L'inefficacité dans l'organisation administrative et dans la gestion financière avérée des institutions de micro finance. N'est-elle pas à la genèse et la base des fermetures de beaucoup de portes des institutions de micro finance ?

L'absence de non-respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que les textes internes des institutions, en ce qui concerne la tenue de la comptabilité à jour, la documentation et la circulation de l'information des opérations et procédures dans le système du contrôle et de l'audit.

Ces questions ont conduit à une réponses provisoire définitive sera donnée dans le développement. Mais à priori, il ressort de ce questionnement que l'inefficacité des institutions de micro finance conduirait à une gestion non maîtrisée à la non émergence des institutions de micro finance. Cette inefficacité des IMF continuerait à influencer le portefeuille à risque sur les Etats financiers. Et pourtant le secteur de micro finance tend à se consolider et à s'affermir avec le temps et l'entrée des grandes institutions nationales et internationales ; cependant, le secteur de la micro finance demeure l'une de grandes pistes pour l'annulation de l'inclusion financière indispensable et le relèvement du bien-être social des populations exclus du système bancaire classique (GENTIL ET DOLIGER. F, 1996) . La présente étude se fixe comme objectif de relever par la Banque centrale du Congo auprès des structures financières de proximité, à l'assainissement de certaines IMF qui sont fiables et pérennes ; ce travail s'inscrit comme une proposition aux solutions durables, un cadre plus empirique avec la finalité d'aider des IMF à leurs modèles d'organisation et de fonctionnement car les coopératives constituent des entreprises ou de groupement de personnes dotées de la personnalité juridique et morale et fraisure les principes d'autonomie financière , de solidarité et d'entraide mutuelle. Elles ont pour vocation de porter assistance aux membres en leur assurant un accès suffisant aux services financiers.

Notre étude s'effectue dans la ville de Bukavu en RD Congo, notre choix s'est penché à la gestion prudentielle pour réduire les risques liés au fonctionnement, outil essentiel à l'actuelle des institutions et opérationnelles afin d'améliorer la pérennité et la recevabilité des IMF.

2 APPROCHE METHODOLOGIQUE

Ce travail porte sur l'essai à la croissance des institutions de micro finance : vers un développement économique à Bukavu. Pour bien mener à circonscrire cette étude, nous avons été amené à faire une étude permettant à analyser des problèmes auxquels sont confrontés les institutions de micro finance, notamment la mauvaise gestion du portefeuille à risque à cause de la non stricte application des textes légaux et réglementaires.

Pour ce qui concerne, l'échantillonnage, les enquêtes ont été effectuées sur 3 coopératives et 2 IMFS en fonction des réseaux à savoir : la coopérative d'épargne et de crédit de NYAWERA, la MECREBU, la Coopec IMARA, SOFIGEI et SIMCO (Société congolaise de micro finance).

Un questionnaire a été soumis sur un échantillon de 80 sujets que nous estimons représentatif par rapport à un effectif de 120 personnes. Cette population est composée des agents des IMFS, membres bénéficiaires de différentes catégories de la ville de Bukavu.

Pour vérifier notre hypothèse, nous avons fait recours à la méthode statistique, le but de la collecte des données relatives, à un phénomène et susceptible d'être caractérisé par un nombre, celle-ci a été soutenue par des techniques d'interview libre, échantillonnage et combinaison documentaire à notre portée.

3 PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Notre échantillon a été tiré aléatoirement sur une population active dans les coopératives et les IMF. Il s'agit d'un échantillon aléatoire dont probabiliste. Pour capitaliser notre travail nous avons considéré deux variables, coopératives et micro finance représentées par la COOPEC NYAWERA, MECREBU, IMARA et SOFIGEL, SIMICO. Outre en illustrant par la localisation, l'adresse physique (Rapport d'activité de la Banque centrale du Congo, 2011).

3.1 ANALYSE DU SECTEUR FINANCIER SUR BASE DES DONNÉES RÉCOLTÉES SUR LE TERRAIN

Tableau 1. Secteur financier sur base des données récoltées

| N° | Dénomination | Adresse physique |
|----|---------------------|---|
| 1 | COOPEC NYAWERA | 181, Avenue Patrice Emery Lumumba, Q. Ndendere commune Ibanda, ville de Bukavu |
| 2 | MECREBU /COOPEC | Avenue Patrice Emery Lumumba, Q. Ndendere commune Ibanda, ville de Bukavu |
| 3 | COOPEC IMARA BUKAVU | 139, Avenue Patrice Emery Lumumba, Q. ndendere, commune d'Ibanda, ville de Bukavu |
| 4 | SOFIGEL | 32, avenue Vamaro, Commune d'Ibanda, ville de Bukavu |
| 5 | SIMICO | 276, Avenue Patrice Emery Lumumba, Q. Ndendere commune Ibanda, ville de Bukavu |

Source : Rapport de la Banque Centrale du Congo 2011

La Banque centrale du Congo a procédé par un contrôle de micro finance en vue de s'assurer de la viabilité et de la gestion prudentielle de celle-ci. A cet effet, elle a répertorié la liste des institutions agréées en 2011.

Au 31 décembre 2011, la Province du Sud-Kivu a compté trente-huit institutions de micro finance dont trente-six coopératives d'épargne et de crédit et deux entreprises de microcrédit.

Le tableau ci-dessous présente, six nouvelles institutions de micro finance dont la coopérative d'épargne et de crédit et deux IMF.

Tableau 2. Evolution des agréments des institutions de Micro finance

| Catégorisation d'institution de Micro finance AGREEES | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|------|------|------|
| COOPEC | 11 | 7 | 6 |
| IMF | 0 | 2 | 0 |
| TOTAL | 11 | 9 | 6 |

Source : Rapport d'activités de la banque centrale du Congo

Ce tableau présente le nombre des coopératives d'épargne et la crédit ainsi que les entreprises de micro finance agréées pour l'année 2009 à 2011.

L'analyse minutieuse ayant trait au contrôle effectué par la Banque centrale du Congo intervenu vers la fin de l'année 2010. La décision résultant de ces maisons a été la suivante.

En 2008 : 24 coopératives d'épargne et de crédit ont été agréées après un contrôle complet qui vise essentiellement à s'assurer du respect de réglementations de l'application de gestion saine et prudente lors de l'octroi de crédit et suivi, du recrutement des crédits de manière à minimiser les risques de pertes et sécuriser les épargnes des membres, la disponibilité des outils permettant à l'institution de maîtriser ses risques financiers et produire des informations fiables et de la gestion adéquate de l'encaisse et de la liquidité pour l'institution.

3.2 ANALYSE DE PART DU TOTAL BILANTAIRE DES IMF EN SECTEUR FINANCIER 2011

Le secteur par une croissance très remarquable. La part du total bilantaire des IMF en 2011 a représenté son score élevé de 30,4% contre 29,9% le témoigne ainsi de l'accroissement des activités de certaines institutions entre autres la Coopéc NYAWERA, la MECREBU et IMARA/BUKAVU.

Tableau 3. Part des IMF au Sud-Kivu dans le total bilantaire

| RUBRIQUES | 2009 | 2010 | 2011 |
|------------------------|----------|----------|-----------|
| Total bilantaire | 9911029 | 15790816 | 176343292 |
| IMF DU SUD KIVU BUKAVU | 27721817 | 43784217 | 53561828 |
| TOTAL % | 28,0 | 26,9 | 30,4 |

Source : Rapport de la Banque Centrale du Congo

Ce tableau indique le total bilantaire des structures financières de proximité au Sud-Kivu a connu une hausse de 30,4%, s'établissant à USD 53.561828 à fin 2011 contre USD 43.784.217 une année plutôt.

La Coopec NYAWERA et IMARA Bukavu ont injecté respectivement dans l'économie, produit cette période 2009-2011 soit NYAWERA 28 % et IMARA BUKAVU 26,9%. Cela témoigne de la philosophie de ces institutions pendant cette période par rapport à la MECREBU selon les dires des enquêtés.

3.3 ANALYSE DE L'ACTIF DU BILAN

Sur base des données récoltées sur terrain le tableau ci-dessous visualise la ventilation des postes de l'actif du bilan pendant 3 ans.

Tableau 4. Ventilation de la balance pendant 3 ans

| RUBRIQUES | 2009 | | 2010 | | Variation en % | 2011 | | Variation en % |
|-------------------|----------|------|------------|------|----------------|----------|------|----------------|
| | Montant | % | Montant | % | | Montant | % | |
| Disponibles | 881052 | 31,8 | 1555.156 | 36,5 | 36,4 | 17465889 | 32,6 | 12,3 |
| Encours crédit | 14603968 | 52,7 | 22.389.668 | 51,1 | 53,3 | 2816740 | 56,6 | 25,6 |
| Immobilisations | 3820223 | 13,8 | 46 99401 | 10,7 | 29,0 | 549111 | 10,3 | 16,9 |
| Autres emplois | 478973 | 6,7 | 1139897 | 27 | 138 | 2436608 | 4,5 | 113,8 |
| Total des emplois | 27721217 | 100 | 43764012 | 100 | 58,0 | 51561228 | 100 | 22,3 |

Source : Rapport de la Banque centrale du Congo 2011

Pour trois ans les institutions de micro finance ont établi un poste qui s'élève à 17465.889 à fin 2011 contre USD 1555 156 une année auparavant soit une hausse de 12,3%.

- Les disponibles ont représenté à eux seuls 32,6% du total de l'actif. Les COOPEC NYAWERA et IMARA BUKAVU ont détenu 41,2% des disponibles

La liquidité immédiate s'est située à 36,9% supérieure à la norme de 20, 0% par rapport à l'année précédente où la liquidité s'est située à 39,9%, il a été constaté une baisse du niveau de liquidité immédiate détenue par les institutions en raison de la non maîtrise des charges d'exploitation par certains institutions.

Le taux d'encaisse oisives s'est situé à 32,6% de besoin supérieur à la norme admise 20,0% (recueil des textes réglementaires des coopératives d'épargne et de crédit ainsi que les institutions de micro finance, Avril 2012).

Les enquêtes attribuent cette insuffisance à raison de non-respect du niveau du portefeuille à risque.

- Les encours de crédits

L'encours de crédit, s'est accru de 25,8% passant d'USD 22.389.668 a fin de décembre 2010 pour se fixer à USD 28.167740 une année plus tard. Cette tendance haussière est consécutive à l'augmentation du nombre des IMF et à la bonne performance de quelques-unes d'entre elles.

- Immobilisations s'élèvent à USD 4699401 en 2010, les immobilisations se sont établies à USD5491611 durant l'exercice sous revu soit un accroissement de 16,9% comparée à la norme de 10,7%, les immobilisations du secteur ont représenté 10,3% variant entre 0,0% et 67,7%.

- Les autres emplois

Les autres emplois ont enregistré un accroissement de 113,8% en 2011, s'établissant à USD 2436608 contre USD 1139897 en 2010. Cette tendance haussière a été imputée par les postes la régularisation et emplois divers et « compte de liaison » pour respectivement 60,4% et 34,9% qui sont constitués des opérations non classifiés.

3.4 ANALYSE DU PASSIF DU BILAN

L'examen des postes du passif du bilan a renseigné les informations sur les IMF et coopérative d'épargne et de crédit à Bukavu.

Tableau 5. Ventilation des postes du passif

| RUBRIQUES | 2009 | | 2010 | | 2011 | | Variation en % |
|-------------------------|-----------|------|----------|------|----------|------|----------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | |
| Epargne | 24.322350 | 89,9 | 39008802 | 89,1 | 47388820 | 88,5 | 21,5 |
| Fonds propres | 1907378 | 6,9 | 2456051 | 5,6 | 3142455 | 5,9 | 27,9 |
| Opération de trésorerie | 1741136 | 0,6 | 366025 | 0,8 | 1190908 | 2,1 | 209,0 |
| Autres ressources | 717424 | 26 | 19531134 | 4,5 | 1899695 | 3,5 | 27 |
| Total des ressources | 27721.217 | 100 | 43784012 | 100 | 53561828 | 100 | 22,3 |

Source : Rapport de la Banque centrale du Congo 2011

L'analyse minutieuse de tableau, montre qu'à la fin de décembre 2011, l'épargne mobilisée s'est élevée à USD 47.388820 contre 39008802 une année plutôt, soit une augmentation de 21,5% cette bonne mobilisation de l'épargne est expliquée par l'amélioration des produits d'épargne par certaines institutions et la confiance de la population envers les structures financières de proximité. Les institutions ayant mobilisé le plus d'épargnes ont été les COOPEC NYAWERA (28,3%), IMARA (16,9%) MECREBU (14,8%).

Les fonds propres ont enregistré dans l'ensemble une hausse de 27,9% passent de USD 2456051 à 3142405 d'une année à l'autre. Les COOPEC MECREBU ont détenu à elles seules 32,2% des fonds propres de l'ensemble des IMF de la province.

Quant au taux de capitalisation, il s'est situé à 5,9% bien en deçà de la norme de 15,0% cette situation est imputable aux trois Coopec qui ont accumulé des pertes d'exploration d'ayant rendu négatif leurs fonds propres.

- Opérationnalisations de trésorerie

Les structures financières de proximité ont contracté des engagements à court terme de l'ordre de USD 1.1304008 en 2011 entre USD 366025 une année plutôt, soit un accroissement de 209,0% cette situation est expliquée par les engagements contractés principalement par la COOPEC NYAWERA auprès des autres institutions financières.

- Autres ressources

Ce poste s'est établi à USD 1.899695 en 2011 contre USD 1.953134 en 2010, soit une baisse de 2,7%.

3.5 ANALYSE DU COMPTE D'EXPLOITATION

Sur base des données recueillies sur terrain, le tableau ci-dessous visualise le tableau des résultats de toutes les institutions de micro finance s'est soldé par un déficit de USD 22079 à la fin décembre 2011, provenant des produits de USD 6791962 contre des charges de USD 6814005.

Tableau 6. Ventilation des produits

| RUBRIQUES | 2009 | | 2010 | | Var en % | 2011 | | Variation en % |
|--|---------|------|---------|------|----------|---------|------|----------------|
| | Montant | % | Montant | % | | Montant | % | |
| Opérations avec locatrice | 3565082 | 87,1 | 3944516 | 80,1 | 10,6 | 5126027 | 75,5 | 29,9 |
| Produits financiers divers | 153336 | 3,7 | 207440 | 4,2 | 35,3 | 790503 | 19,2 | 252,2 |
| Produits accessoires | 113468 | 2,8 | 200689 | 4,2 | 82,3 | 285374 | 4,2 | 37,2 |
| Produits sur opération avec les autres inst. | 21872 | 0,5 | 31027 | 0,6 | 41,9 | 298199 | 4,4 | 861,1 |
| Autres produits | 23495 | 5,8 | 533421 | 198 | 124,6 | 351829 | 5,2 | 34,0 |
| Total des produits | 4091253 | 100 | 4923302 | 100 | 2013 | 6791926 | 100 | 38,8 |

Source : Banque centrale du Congo 2011

Les opérations avec la clientèle ont proposé : de 30,0% impulsé par l'accroissement des crédits octroyés et à la bonne mobilisation par quelques institutions.

- Autres ressources

Ce poste s'est établi à 1.899695 en 2011 entre USD 1.953134 en 2010 soit une baisse de 2,7%.

Tableau 7. Ventilation des charges

| RUBRIQUES | 2009 | | 2010 | | Variation | 2011 | | Variation en % |
|---|----------|-------|---------|--------|-----------|---------|------|----------------|
| | Montant | % | Montant | % | | Montant | % | |
| Opération avec l'activité | 1641.343 | 40,3 | 1430942 | 29,0 | -12,8 | 1341866 | 19,1 | -6,2 |
| Charges du personnel | 9456167 | 23,2 | 1160123 | 23,5 | 71,2 | 2196887 | 32,2 | 52,4 |
| Charges sur opérations avec les autorités | 42607 | 1,0 | 55956 | 1,1 | 31,3 | 121690 | 1,8 | 117,5 |
| Autres charges | 604960 | 14,8 | 849518 | 8495,8 | 17,é | 40,4 | | |
| Total des charges | 4075993 | 100,0 | 4938085 | 400085 | 21,2 | 6814005 | 100 | 37,9 |

Source : Rapport de Banque centrale du Congo 2011

Ce tableau montre que la ventilation des autres charges a indiqué la prépondérance des charges liées aux « Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables s'élèvent à 59,4% et impôt et tous pour 19,0%. Ce qui montre que les résultats de 3 ans oscillent en dent de scie. Ce qui justifie que les résultats de la période dégage un résultat en défaillit de que nous allons illustrer dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8. Ventilation des résultats net

| RUBRIQUES | 2009 | 2010 | 2011 |
|-------------------------|---------|---------|---------|
| Produits d'exploitation | 4091253 | 4923302 | 6791926 |
| Charges d'exploitation | 4075993 | 4938085 | 6814005 |
| Résultat net | 15259 | -14783 | -22079 |

Source : Banque central du Congo, 2011

Les produits finis et les charges d'exploitation se sont situés respectivement à USD 6791.926 et USD 6814005 dégagent un résultat net global déficitaire de USD 22070. En valeur absolue ; les produits et les charges d'exploitation ont enregistré respectivement des augmentations de USD 1868624 et USD 1875920 induisant une marge déficitaire de USD 7296 qui explique les variations du résultat net de -49,4%.

- L'autosuffisance opérationnelle s'est situé à 94,6% contre le non admise de 119,4% indiquant que dans l'ensemble les IMF et les coopérations ont coûté et à paire leurs charges par les produits générés.

Cependant l'examen mené à travers ce travail, a renseigné que 3 structures financières de proximité ont éprouvé des difficultés à atteindre le seuil de rentabilité.

4 CONCLUSION

Les résultats préliminaires présentés par cet article sont naturellement sujets à une multitude de « si » et mais liés essentiellement à quelques hypothèses de travail se rapportant aussi bien à l'essai d'analyse à l'émergence des IMF à Bukavu Sud-Kivu en RD Congo. Pour y parvenir, nous avons choisi les coopératives d'épargne et de crédit NYAWERA, IMARA-BUKAVU, MECREBU et les SOFIGEL, SIMICO connue comme champ d'investigation de notre travail. Pour plus de rationalité, en matière de gestion et performance quant au taux de capitalisation, et s'est située à 5,9% bien en déçu de la norme de 15%. Cette situation est imputable aux trois coopératives qui ont accumulé des pertes d'exploitation ayant rendu négatif leurs fonds propres.

Par ailleurs, s'agissant des charges et pertes sur créances irrécouvrables s'élèvent à 59,4% liées à l'impôt et taxes pour 19%. Ce qui montrent que les résultats de 3^e années oscillent en dent de scie et dégage un résultat négatif.

- 22.079 USD soit -49,4%

Cette inefficacité s'explique par le fait que les IMF ne sont pas assurées dans les conditions optimales de sécurité, de fiabilité, la conformité dans les informations comptables à la déclaration périodique et prudentielle destinées à la Banque centrale du Congo et au non du respect dans le niveau de responsabilité, attribution de volumes au fonctionnement des

dispositifs tel que décrit dans les textes légaux et réglementaires des coopératives d'épargne et de crédits selon la loi 002 du 2 février 2002.

Au vue de ce qui précède, nous confirmons notre hypothèse de départ selon laquelle , l'inefficacité des institutions de micro finance s'est avérée par la non application de gestion prudentielle permettant d'identifier, d'analyser, de mesurer, de surveiller ou de maîtriser les risques de différentes natures auxquels les exposent leurs activités (recueil de textes réglementaires des coopératives d'épargne et de crédit, ainsi que des institution de micro finance, Avril 2012).

REFERENCES

- [1] Gentil D ; et DOLIGEZ, Des institutions pour les exclus du secteur bancaire, COOPEC et crédit solidaire en Défis du Sud, Editions spéciales : Le financement alternatif n°24 série Bruxelles, COTA-SOS Faune octobre 1996.
- [2] Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR) juillet 2006.
- [3] Banque Centrale du Congo, rapport d'activités de micro finance 2011.
- [4] Banque centrale du Congo, Recueil des textes réglementaires des coopératives d'épargne et de crédit, ainsi que des institutions de micro finance, Avril 2012.
- [5] Stratégie nationale de micro finance 2008-2013, Avril 2008.